

L'étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

SUEZ PSO



Lundi 7 novembre 2022

Guerre au racisme !

Au palais Bourbon jeudi dernier 3 novembre, les députés en rangs clairsemés ont eu droit à une séance spéciale. L'un d'entre eux, Grégoire de Fournas, élu de Gironde et du Rassemblement national, a violemment interrompu un député de LFI, Carlos Martens Bilongo, qui intervenait pour poser le problème d'un bateau de 234 migrants en situation dramatique en Méditerranée, car ne trouvant pas de port où débarquer. « Qu'il retourne en Afrique ! », s'est écrié le lepéniste à ce député dont les parents sont originaires d'Afrique. La réaction raciste à l'état brut, de la part d'un petit notable qui en est paraît-il coutumier, a suscité le tollé sur les bancs de l'Assemblée et interrompu la séance. Le RN a tenté de discuter : ce n'était pas l'homme mais le bateau que le député RN voulait renvoyer en Afrique – ce qui selon lui n'aurait été qu'un simple rappel du programme de son parti contre l'immigration. Dès le lendemain, le bureau de l'Assemblée excluait pour quinze jours de Fournas et le privait de la moitié de son indemnité parlementaire pendant deux mois. Au moment où le parti de Marine Le Pen tenait son congrès et voulait paraître respectable, l'aboiement xénophobe et raciste de l'un des siens au palais Bourbon a fait désordre.

L'hypocrisie au sommet

Du côté des députés macronistes, on s'est dit indigné, on a dénoncé des propos « intolérables ». On pourrait se dire « tant mieux » si Macron et son ministre Darmanin ne secrétaient pas la xénophobie voire le racisme en organisant la traque des migrants, en démantelant leurs campements de fortune, en les condamnant à des conditions d'accueil et de séjour indignes dans un pays pourtant riche. Si le député LFI posait la question de ce bateau en perdition, c'est parce qu'aucun port français ne lui offrait son havre. Décision politique ! La Méditerranée est la route de migration la plus meurtrière au monde, avec plus de 25 000 morts et disparitions enregistrées depuis 2014, selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Bilan mortifère dont les chefs de l'Europe forteresse, dont Macron, sont coupables.

Une nouvelle loi contre l'immigration

Et pourtant Macron persiste et signe. En janvier prochain, son gouvernement lance une nouvelle loi contre l'immigration. Son ministre Darmanin l'annonce déjà par une campagne xénophobe mensongère, tout à fait dans le style du RN, sur le prétendu lien entre immigration et délinquance. Selon lui, au premier semestre 2022, à Paris, « 48 % des mis en cause dans les faits de délinquance seraient des étrangers ». C'est qu'il tient pour délinquants les étrangers en situation irrégulière qu'il a fabriqués lui-même en leur refusant l'asile. Darmanin veut aussi accélérer les reconduites à la frontière, fichier plus systématiquement les étrangers,

imposer un examen de français pour limiter les regroupements familiaux. Peu importe qu'il y ait déjà en France un arsenal suffisant de lois scélérates pour pourrir la vie de sans-papiers chassés de chez eux par la misère ou la guerre, Macron veut montrer qu'il peut faire mieux que Le Pen. Lui agit tandis qu'elle ne fait que promettre !

Tous ensemble, mettons les patrons sous tension !

Dans le bâtiment, dans la restauration, dans le nettoyage, dans les nombreux « métiers en tension », où les conditions de travail et de salaire sont inhumaines et font fuir, un certain patronat pousse à l'embauche d'étrangers. Le gouvernement, tout en gardant sa posture de traque à leur égard, s'appête donc à des régularisations, et à passer l'éponge sur les pratiques d'embauches de travailleurs au noir de ses amis patrons. Il s'agira d'assouplir ici ou là des règles pour, bien sûr, mieux exploiter, tirer davantage de profits.

Mais du côté du monde du travail, où déjà dans les hôpitaux, les transports, les écoles, les chaînes de l'industrie, l'aide à la personne, triment ensemble des hommes et des femmes de tous horizons et couleurs de peau, nous n'en serons que plus nombreux pour lutter avec force et efficacité contre l'esclavagisme salarié moderne. La classe ouvrière est internationale. Nous sommes pour l'ouverture des frontières, l'accueil et la régularisation de toutes et tous les sans-papiers. Et le rejet du poison raciste.

Des NAO à la hauteur de nos besoins ?

Les négociations salariales vont débiter entre les syndicats et la direction de Suez. Nos attentes dépassent largement les 50 euros bruts lâchés aux bas salaires depuis juillet : avec l'inflation record cette année et la stagnation de nos revenus, nous perdons de l'argent depuis trop longtemps !

Des augmentations de 400 euros nets, c'est ce qu'il nous faut et c'est possible en imposant une certaine sobriété... aux actionnaires. Et pour ça, il va falloir se mobiliser tous ensemble.

Ce jeudi 10 novembre, un appel interprofessionnel est lancé par plusieurs syndicats pour revendiquer des hausses de salaires. Rejoignons-les, en grève et en manifestation.

Pas de sobriété pour les profits

Suez joue au bon élève en suivant les consignes du gouvernement en voulant mettre en place des mesures pour une « sobriété énergétique ». La première de ces mesures envisagées : un jour de télétravail imposé, qui serait le vendredi, sur les sites administratifs et donc la fermeture du bâtiment une journée entière.

Au final, les économies d'énergie ont bon dos, mais cela servirait surtout de prétexte aux économies tout court : restauration collective, ménage et bien sûr électricité, chauffage, en reportant ces charges chez nous.

Ils en profiteraient aussi pour fixer un jour défini en fonction de leurs intérêts et non plus de nos contraintes personnelles.

Le télétravail avait été présenté comme une avancée pour la qualité de vie au travail, mais comme toujours avec le patronat, on voit le revers de la médaille. Ne laissons pas faire cette attaque contre nos conditions de travail.

Licenciements 2.0 chez Twitter : le capitalisme ordinaire

Une semaine après le rachat, pour 40 milliards d'euros, de Twitter par Elon Musk, l'annonce du licenciement immédiat de 3 700 personnes (la moitié des salariés) est tombée... par mail !

Chez Musk, la modernité s'arrête à la forme de l'annonce. Pour le reste, il gère en bon vieux capitaliste qui jette ses employés comme des kleenex.

Égalité femmes-hommes : encore loin du compte

Selon les calculs de la newsletter féministe Les Glorieuses, à partir du vendredi 4 novembre à 9 heures 10, les femmes ont commencé à travailler gratuitement. Une façon symbolique de souligner qu'en Europe les travailleuses gagnent 15,8 % de moins que les hommes et qu'en France cet écart atteint même 22 %. La lutte pour « À travail égal, salaire égal » est plus que jamais d'actualité.

La crise des NER

En France, 1,5 million de personnes de plus de 50 ans ne sont ni en emploi ni à la retraite (les NER) et parmi elles, un tiers vit, ou survit, en dessous du seuil de pauvreté. Les femmes aux carrières hachées sont particulièrement concernées. Et comme si ça ne suffisait pas, Macron veut faire durer la galère plus longtemps en reculant l'âge de départ à la retraite. Une nouvelle attaque qu'il ne faut pas laisser passer !

49.3, article passe-droit

C'est à coup de 49.3 que le gouvernement fait passer sa politique. C'est ça le parlementarisme ! Et les députés protestent, sans plus, alors que les sujets sont graves : Sécurité sociale, pouvoir d'achat... Il faudrait en appeler aux luttes.

Et de quatre 49.3 ! D'autres suivront, à moins qu'on ne trouve notre propre riposte.

Brésil : Lula est élu mais les travailleurs ne sont pas sortis d'affaire

L'ancien président de gauche Lula a battu de justesse le candidat sortant d'extrême droite, Jair Bolsonaro, qui a mené une politique misogyne, anti-ouvrière et fait des ravages parmi les forêts tropicales et les populations autochtones.

Un soulagement pour les travailleurs donc ? Pas si sûr. Pour draguer l'électorat de droite, Lula a choisi comme vice-président une sorte de « Macron brésilien » et s'est positionné contre l'avortement. Lors de ses précédents mandats, il a repoussé l'âge de la retraite et financé ses programmes pour les plus pauvres... en taxant les travailleurs. Et s'il a gagné la présidentielle, l'extrême droite a remporté de nombreux postes régionaux importants.

Alors oui, la classe ouvrière peut se réjouir d'avoir délogé Bolsonaro. Mais pour le reste, elle ne pourra compter que sur ses propres forces, et pas sur un dirigeant qui a déjà prouvé qu'il savait se montrer un loyal serviteur au service du patronat brésilien.